



## Communiqué de presse

### **Notre mobilisation contre le marché public qui allait mettre en péril le 3919 a payé !**

#### **Solidarité pour les femmes et contre une décision inappropriée.**

(Paris, le 28 janvier 2021) - Les associations signataires sont satisfaites et soulagées d'avoir obtenu du gouvernement un coup d'arrêt à la procédure de marché public imposant une mise en concurrence pour la ligne d'écoute 3919 Violences Femmes Info. Elles se réjouissent de la décision d'interrompre la procédure et de la volonté d'engager une concertation pleine et entière.

La déclaration sans suite du marché, annoncée le lundi 25 janvier, confirme le bien-fondé de la démarche collective des associations, des réseaux associatifs, des personnalités, des élu.e.s et de milliers de citoyen.ne.s. Les associations signataires dénonçaient la mise en concurrence d'une mission d'intérêt général en place depuis plus de 30 ans, qui a prouvé son utilité et son efficacité auprès de centaines de milliers de femmes victimes.

Les associations féministes remercient toutes les militant.e.s, les personnalités, les institutions qui se sont mobilisées pour dénoncer la logique mercantile et « d'écoute à la chaîne » que sous-tendait ce marché public et qui menaçait la continuité et la qualité d'un service essentiel aux femmes.

Les signataires espèrent que cette décision traduit enfin une reconnaissance par le gouvernement de la démarche, qualitative et responsable, de la FNSF, de ses 73 associations membres et des associations féministes partenaires qui agissent au plus près des femmes victimes de violences.

Elles appellent aussi la ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Mme Elisabeth Moreno, à ouvrir une réelle concertation avec l'ensemble des grands réseaux féministes sur la « gestion des interventions possibles de lutte contre les violences faites aux femmes » (extrait de la déclaration du ministre délégué en date du 25 janvier), afin d'éviter de répéter l'erreur commise en lançant le marché public finalement annulé.

**Le gouvernement doit maintenant s'engager à soutenir la FNSF pour que le 3919 passe en 24/24.** Les associations signataires l'appellent à revaloriser la subvention de Solidarité Femmes pour le fonctionnement du 3919, dans le cadre d'une Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens (CPOM) et à renforcer les moyens de toutes les associations engagées dans la lutte contre les violences faites aux femmes y compris pour les femmes en situation de handicap. Cet engagement participera à la mise en œuvre de la grande cause du quinquennat du président de la République.

**Signataires :** La Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) - L'Amicale du Nid - L'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT) - Le Collectif Féministe Contre le Viol (CFCV) - La Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) - Le Collectif National pour les Droits des Femmes (CNDF) – Femmes pour le Dire Femmes pour Agir (FDFR) - Femmes Solidaires - La Fédération Nationale des Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (FNCIDFF) - La Fédération Nationale GAMS (Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles) - La Maison des Femmes de Saint Denis - Le Mouvement du Nid - Le Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF) - Osez Le Féminisme - L'Institut Women Safe